



By Revenu Pierre

## Studéa Val d'Europe 1 Serris (77)

### Etudiants - NEXITY STUDEA

NUMÉRO DE DOSSIER : 4520F

COORDONNÉES		DÉTAILS DU BIEN VENDU	
Résidence	Studéa Val d'Europe 1 7 Cours de la Garonne 77700, Serris	<b>Total HT</b>	60 000 €
Exploitant	NEXITY STUDEA 67 rue Arago 93585, Saint-Ouen 0820 830 820 studea-proprietaires-region1@nexity.fr	<b>Dont prix meubles anciens HT</b>	600 €
Cabinet de Syndic	ETHICA GESTION 64 avenue du Marechal de Lattre Tassigny 94410, Saint-Maurice 06.46.88.80.89 agence@ethicagestion.com	<b>Dont prix honoraires HT</b>	5 000 €
Notaire programme	SELARL ELODIE DHILLY NOTAIRE 11 rue Saint Lazare 60200, Compiègne, 03.44.90.66.50 elodie.dhilly@notaires.fr	<b>Montant TVA</b>	1 000 €
Référence cadastrale	Section AC n°240	<b>Total TTC</b>	61 000 €
		<b>Frais Notaire</b>	6 000 €
		<b>Total acte en mains</b>	67 000 €
		<b>Rentabilité brute HT / HT</b>	5.4 %
		<b>Numéro copropriété</b>	625
		<b>Numéro d'exploitation</b>	359
		<b>Type de lot</b>	T1
		<b>Surface</b>	13.68 m <sup>2</sup> Carrez
		<b>Niveau / étage</b>	3
		<b>Balcon</b>	
		<b>Parking</b>	Non
		<b>Classe énergie</b>	D

DONNÉES FINANCIÈRES		DONNÉES D'EXPLOITATION	
<b>Charges de copro non récupérables (annuel)</b>	220 €	<b>Durée et début du bail</b>	Tacite reconduction depuis le 15/12/2015
<b>Fonds de travaux (annuel)</b>	31 €	<b>Loyer annuel HT</b>	3 236 €
<b>Taxe foncière (2024)</b>	261 €	<b>Mode d'indexation</b>	Annuelle - IRL
<b>Dont TOM remboursée</b>	17 €	<b>Modalité de paiement des loyers</b>	Trimestriel à terme échu
<b>COPROPRIÉTÉ</b>		<b>Travaux à la charge de l'exploitant</b>	605
<b>Date de la dernière AG</b>	05/05/2025	<b>Classement de résidence de tourisme</b>	non
<b>Propriété des locaux d'exploitation</b>		<b>COMMENTAIRE</b>	
<b>Année de construction</b>	2005	Le propriétaire doit avancer l'intégralité des charges de copropriété (624 €) et demander le remboursement des charges récupérables auprès de l'exploitant une fois par an. Il est prudent de prévoir 1.500 € HT pour des travaux ou mobilier. Loyer après indexation au 16/12/2024. <a href="https://observatoire-dpe-audit.ademe.fr/afficher-dpe/2377E2821768P">https://observatoire-dpe-audit.ademe.fr/afficher-dpe/2377E2821768P</a> Lors de l'AG 2024 un point d'information soumis au vote a été communiqué aux copropriétaires, concernant l'étude du ravalement de façade (rejeté par les copropriétaires). Il est prudent de prévoir un budget de 1.450 € HT pour couvrir ce sujet dans les années à venir (sur la base d'une estimation à 250 K€ HT). Une garantie de dépassement de travaux de 3 ans sera mise en place sur le lot afin que Le Revenu Pierre couvre toute dépense supérieure à 1.450 € HT concernant ces travaux de ravalement de façade.	
<b>DAT et livraison</b>	-		

#### Sécurisation de la location

Les biens sont loués, meublés, en bail commercial à une société d'exploitation qui les sous-louent à des utilisateurs finaux en offrant des prestations hôtelières. Les loyers perçus par le bailleur (l'investisseur) ne dépendent pas de l'occupation des logements, mais du professionnalisme de l'exploitant et de ses capacités financières.

#### Au regard de la TVA

L'exploitant rendant des services définis par le CGI (Code Général des Impôts), le bailleur pourra, en renonçant à la franchise de base, assujettir ses loyers à la TVA, et récupérer la TVA de son investissement. Les biens neufs ou anciens acquis à des professionnels intègrent de la TVA récupérable (TVA sur les meubles, TVA immobilière, TVA sur marge, TVA sur honoraires). Les biens étant dans le champ d'application de la TVA, ceux-ci devront conserver une exploitation de type hôtelier pendant 20 ans suivant le début d'exploitation. En cas de reventes à des investisseurs assujettis à la TVA, et conservant l'exploitation, la dite TVA sera conservée par les investisseurs, et sera neutralisée lors de la revente (article 257bis du CGI).

#### Au regard de l'impôt sur le revenu

Les revenus LMNP sont des revenus BIC, soumis au régime du BIC réel simplifié. Une déclaration 2031 est à faire chaque année par l'intermédiaire d'un cabinet comptable. En cas de résultats positifs, il est utile de penser à adhérer à un centre de gestion agréé. Les biens étant amortis, la base taxable est de ce fait fortement réduite. Les amortissements, non encore imputés, conduisent à percevoir des revenus peu ou pas fiscalisés.